

## 2 Politique

## Sécurité dans le massif forestier de Minkebe

### Renforcer les moyens en fonction de la menace



Avant de se rendre à Minkebé, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a pris un bain de foule à l'aéroport Eworemekok à Oyem.



Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**C'est la décision prise, hier, par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à l'issue de la visite qu'il a effectuée dans la zone de Minkebe en proie à des exactions qui mettent en péril son intégrité. A Oyem, il a eu droit à un accueil populaire et enthousiaste des populations venues en masse lui témoigner leurs soutien et adhésion à son projet politique.**

LE chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, était, hier, dans la province du Woleu-Ntem. Il a notamment effectué une visite dans la région frontalière aux trois

États de Minkebe afin de s'imprégner de la situation sécuritaire et y apporter des solutions par un renforcement conséquent des moyens, à la fois, humains et matériels.

Tout d'abord, c'est la célèbre mine à ciel ouvert d'exploitation d'or qui a été le premier lieu de ce tour du propriétaire. Longtemps connue pour son trafic illégal, elle avait été fermée sur décision des autorités gabonaises pour mettre un terme aux activités délictueuses qui s'y déroulaient en toute impunité. Le président de la République a donc été mis au courant de l'évolution de la situation sur ce site aujourd'hui gardé par l'armée gabonaise et les écogardes de l'Agence nationale des

parcs nationaux (ANPN). Ensuite, l'hélicoptère présidentiel s'est posé à Iselderg. Là, grâce aux explications d'un expert des parcs nationaux, le chef de l'Exécutif a été informé des mécanismes de lutte contre le braconnage à grande échelle qui s'y est développé. D'où leur diminution malgré les fortes menaces qui pèsent encore sur ce massif forestier très giboyeux. Des mesures ayant progressivement eu leur effet sur les braconniers en provenance de certains pays de la sous-région.

Compte-tenu de la situation qui prévaut, à travers la recrudescence des nouveaux types de menaces incarnés par la secte islamiste nigérienne, Boko

Haram, le président Ali Bongo Ondimba a appelé le gouvernement à faire correspondre les ressources affectées avec la réalité sur le terrain. Sous peu, le Gabon devra passer à une vitesse supérieure dans sa capacité de réagir face aux dangers qui le guettent, dans la plupart des cas, en provenance des pays voisins dont les ressortissants sont plus nombreux que les Gabonais.

A noter qu'il y a quelques années, il avait déjà été annoncé le renforcement de la sécurité aux alentours du parc de Minkebe pour réduire considérablement tous les actes de braconnage et de pillage qui y sont orchestrés. Cette visite d'Ali Bongo Ondimba vient consolider la décision

des pouvoirs publics de lutter pour la préservation de la biodiversité des forêts gabonaises. La faune et la flore sont ainsi appelées à recevoir une protection plus accrue pour la pérennité des espèces.

Dans cette optique, abritant à lui seul 13 % de la forêt tropicale du continent africain, notre pays est le lieu de vie de plus de la moitié des éléphants des forêts d'Afrique. Selon certaines études, plus de 11.000 éléphants ont pourtant été tués dans cette partie du bassin du Congo depuis 2004.

Avant de rallier la région de Minkebe, en présence du Premier ministre, Daniel Ona Ondo, le numéro un gabonais a été accueilli à l'aéroport d'Oyem dans

la ferveur populaire. Fidèles à une tradition d'hospitalité, les populations du Septentrion sont venues en masse pour témoigner leurs soutien et adhésion à la politique d'Ali Bongo Ondimba. Comme elles l'avaient d'ailleurs fait lors de son récent séjour pour le lancement des travaux du stade du chef-lieu de cette province, devant abriter une poule de la CAN 2017, et pour le projet Graine. En réponse à cet élan de cœur, dénotant la sécurité, le président de la République a, pendant plus d'une quarantaine de minutes, pris un bain de foule sur le tarmac. Ce qui dans le contexte actuel constitue bien l'ancrage du dirigeant gabonais parmi les siens.



Le président de la République sur le site de Minkebé accompagné des responsables militaires...



... et suivant, ici, les explications de la situation sur le terrain par les Ecogardes.

### Petit angle

#### Sauvons Minkébé !

Willy NDONG  
Libreville/Gabon

LA forêt de Minkébé est menacée depuis plusieurs années. En effet, un braconnage de grande ampleur, motivé par le trafic illégal d'ivoire, s'est développé dans cette zone. Selon une étude récente, sur une population d'environ 40 000 éléphants, le Gabon abrite la moitié des éléphants d'Afrique centrale. Si la pression du braconnage des éléphants

est restée modérée jusqu'au milieu des années 2000, elle connaît, depuis lors, une augmentation très inquiétante : Entre 2004 et 2012, près de 20 000 éléphants ont été abattus à l'intérieur et en périphérie du parc national de Minkébé, au nord du pays.

Cette saignée se poursuit à ce jour, au point que cette espèce se retrouve aujourd'hui, plus que jamais menacée. Ces réseaux criminels mafieux écoulent leurs produits sur les différents marchés asiatiques. On parle de 1 200 000 francs, pour un kilogramme d'ivoire acheté 60 000 francs seulement aux braconniers! Selon un rapport du WWF, le

braconnage, avec un chiffre d'affaires estimé à 19 milliards de dollars par an (environ 10000 milliards de francs), est même devenu le troisième marché illégal du monde, après la drogue, la fausse monnaie et la traite des êtres humains.

L'autre activité qui menace Minkébé et son parc est le trafic de l'or. Ces dernières années, Minkébé a enregistré une augmentation considérable de l'activité humaine autour de l'une de ses aires protégées. Celle-ci a la particularité de receler un gisement d'or alluvionnaire qui a déclenché l'afflux d'aventuriers de tout acabit... venus parti-

culièrement de pays voisins. Résultat, d'un petit camp de 300 mineurs artisanaux, on est vite passé à plus de 5 000 mineurs n'ayant ni droit ni permis d'exploitation. Cette situation a attiré tout naturellement des trafiquants de toute espèce qui sèment la désolation à Minkébé et à l'intérieur du parc. La visite sur le terrain du président Ali Bongo Ondimba est un signal fort de la volonté de mettre un terme à cette situation car Minkébé est devenu au fil du temps un problème sécuritaire et économique. Mieux, sauver Minkébé, c'est finalement sauver aussi l'humanité.